



LA FRAUDE ÉLECTORALE « DÉMOCRATIQUE »

LES ASSOCIATIONS CONGOLAISES DES DROITS
DE L'HOMME SE MOBILISENT

À mesure que s'éloigne l'onde des Conférences nationales qui avaient consacré sinon l'alternance, du moins le multipartisme, les perspectives de changement démocratique en Afrique centrale s'amenuisent d'autant et, avec elles, les capacités d'intervention des populations, soumises à la double pression de la précarité matérielle et de la tournure violente prise par l'action politique. C'est dans ce contexte que le jeu politique reprend ses droits. De manière fort paradoxale au demeurant. Car, si le maintien et le retour des anciens oligarques signent la pérennisation du pouvoir, sa légitimation transite plus rarement par les coups de force militaires. Elle se trouve désormais suspendue au suffrage universel qui, dans le cadre de la dialectique des mutations politiques pour l'autoreproduction du pouvoir, joue un rôle primordial.

Le suffrage universel, loin d'être l'expression de la volonté populaire, devient le moyen par lequel le système politique se perpétue et, par le fait même, exclut les populations comme par le passé. Là où celles-ci font l'apprentissage du droit à l'expression, les élites, elles, travaillent à la mise en œuvre du *plébiscite* dans la ligne des anciens partis uniques. C'est à l'intersection des deux volontés antagoniques que prennent place les passions politiques avec leur cohorte de violences, comme celles qu'a connues le Congo, et la fraude électorale comme régulateur systémique. Ne pouvant perdre le pouvoir, le chef ne peut qu'être élu *démocratiquement*. La fraude, ombre accolée à toute forme de suffrage, prend ici une dimension nouvelle. Dès lors que le pouvoir est absolutisé, elle cesse d'être marginale pour devenir structurante de la consultation elle-même. La mise en œuvre de la démocratie, pour les classes dirigeantes africaines, ne se réalise que dans l'assimilation simultanée des formes de la fraude qui, dans le cas présent, participent des métamorphoses de la privatisation du pouvoir. Le renouvellement du caractère postcolonial des pouvoirs africains repose désormais sur leur capacité à se perpétuer à travers les formes changeantes de la légitimation. À l'appropriation du pouvoir par la violence fait suite dorénavant la qualification par les urnes, mais en tant qu'elles autorisent le prolongement d'un pouvoir de type absolu.

On comprend alors que la concurrence n'est rendue possible que dans la mesure où elle offre au chef d'être l'« unique » : celui-ci la suggère et la construit même. Les concurrents sont à sa mesure, comme lui est à la mesure du pays dont il incarne

toujours l'unité nationale, et la paix « perpétuellement retrouvée ». À ce titre, l'élection du chef est nécessairement « de masse » et « unanime ». Deux caractéristiques qui, à bien des égards, participent de la stabilité politique ou de la « bonne gouvernance » réclamées aux dirigeants africains et qui, à travers diverses appellations – démocratie dirigée, consensuelle, africaine ou apaisée – traduisent la continuité des formes inchangées de l'exercice du pouvoir.

La fraude électorale devient démocratique au sens où les « dictateurs » s'accommodent désormais du suffrage universel dont les résultats sont avalisés par l'opinion internationale. D'où le terme de « démocrature » qui est souvent accolé à ces nouveaux régimes mais qui ne saurait se justifier sans faire l'amalgame entre démocratie et élections. La singularité des nouvelles dictatures africaines sanctionnées par le vote tient moins au suffrage universel qu'à la forme particulière de sa mise en pratique. Depuis janvier 2002, le Congo-Brazzaville est entré dans un processus électoral dont le but (inavoué?) est de légitimer politiquement la prise du pouvoir militaire de Sassou-Nguesso. Après un référendum sur une Constitution taillée sur mesure pour ce dernier, les élections qui ont été préparées pour le mois de mars 2002 n'ont été rendues possibles qu'après la condamnation par contumace de ses deux principaux rivaux, l'ancien président Pascal Lissouba, et Bernard Kolelas, l'ancien maire de Brazzaville. Au moment de la parution de ce numéro de *Politique africaine*, le scrutin présidentiel aura eu lieu, consacrant en toute hypothèse l'élection de D. Sassou-Nguesso et la perpétuation d'un ordre politique.

La nouveauté dans le paysage social et politique tient à l'apparition d'un réseau citoyen enraciné dans les associations des droits de l'homme dont le travail de décryptage des manœuvres politiques apparaît comme une nouvelle prise de conscience sociale. C'est à ce titre que le Collectif des organisations non-gouvernementales de défense des droits de l'homme et de développement démocratique (CDHD) a produit un mémorandum sur la confiscation du processus électoral au Congo. Ce document, dont une très grande partie est reproduite ci-dessous, est d'une acuité politique sans précédent. Par l'inventaire détaillé de toutes les étapes de la pratique frauduleuse – qui va du recensement électoral aux différentes commissions d'organisation sans oublier la loi qui les sous-tend –, il permet de mieux saisir les mécanismes de contrôle social assuré par le pouvoir congolais pour son autoreproduction « démocratique ».

Il est une leçon qu'il paraît impératif de tirer de ce document : la dynamique de l'invention démocratique en Afrique ne passe plus par une métamorphose « démocratique » des élites politiques ni par leur rénovation, mais par la capacité de la société à générer un regard nouveau sur la gestion du politique. Ce mémorandum est cette part de la conscience citoyenne en mouvement qui, face à des pouvoirs autocratiques se réclamant de la démocratie, permet d'en déjouer les manœuvres.

Patrice Yengo

février 2002